

ARRÊTÉ N° 90-2023-41-22-00001

Portant modification de la servitude d'utilité publique de passage dans le lit ou sur les berges de cours d'eau non domaniaux (A4) instituée sur le canal de l'étang des Forges, sur le territoire de la commune de Belfort

Le préfet du Territoire de Belfort

VU le Code de l'environnement, notamment son article L.211-7 ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-43 et L.151-9 ;

VU le décret du 15 février 2022, nommant Raphaël SODINI, Préfet du Territoire de Belfort ;

VU l'arrêté du Ministère de l'Intérieur du 20 octobre 2023, portant nomination de M. Olivier CHAPPAZ, directeur départemental de la direction départementale des territoires du Territoire de Belfort ;

VU l'arrêté préfectoral n°845 du 13 avril 1971 soumettant à servitude d'utilité publique de passage dans le lit ou sur les berges, les riverains des cours d'eau non navigables ni flottables du département du Territoire de Belfort ;

VU la demande du Président de Grand Belfort Communauté d'Agglomération en date du 23 mars 2023 relative au déplacement de la servitude A4 instituée sur le canal de l'étang des Forges à Belfort ;

VU l'avis favorable, en date du 18 avril 2023, émis par le Service Eau Environnement et Forêt de la Direction Départementale des Territoires pour le déplacement de la servitude A4 instituée sur le canal de l'étang des Forges ;

VU l'arrêté préfectoral n°90-2023-05-26-0001 du 26 mai 2023 portant ouverture de l'enquête publique du 19 au 4 juillet 2023 ;

VU le rapport relatant l'enquête publique et ses conclusions établies le 10 juillet 2023 par Monsieur René Bailly désigné en qualité de commissaire enquêteur par le tribunal administratif de Besançon ;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur concernant la demande de déplacement de la servitude A4 du canal de l'étang des Forges ;

CONSIDÉRANT l'état de vétusté de l'ancien ouvrage et son encombrement à divers endroits, rendant impossible toute nouvelle mise en service ;

CONSIDÉRANT que l'ancien ouvrage de cette servitude n'est plus fonctionnel, qu'il est à présent hors service et complètement désaffecté ;

CONSIDÉRANT la nécessité de transférer la servitude de l'ancien ouvrage, qui n'est plus en service, sur un ouvrage plus récent ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

L'arrêté préfectoral n°845 du 13 avril 1971 est modifié par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

La servitude d'utilité publique A4 qui s'appliquait sur l'ancien canal de régulation de l'étang des Forges s'applique désormais sur le cours d'eau tel que figuré sur le plan en annexe 1.

ARTICLE 3 :

L'emprise totale de la servitude sur ce cours d'eau est de 5 mètres : 1 mètre coté Ouest et 4 mètres coté Est sur le tronçon concerné tel que précisé sur l'annexe 2 du présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Cette servitude est justifiée par la nécessité d'entretenir le canal de régulation de l'étang des Forges situé à hauteur du n°32 de la rue de Marseille, sur le territoire de la commune de Belfort.

Les riverains de ce cours d'eau sont soumis à la servitude d'utilité publique de passage dans le lit ou sur les berges de cours d'eau non domaniaux. À ce titre :

- un libre passage devra être respecté pour permettre la circulation des engins mécaniques servant aux opérations d'entretien régulier conformément aux obligations imposées par la Loi sur l'eau ;
- à l'intérieur de la servitude, toute nouvelle construction de bâtiment, d'ouvrage ou pose de mobilier urbain, toute élévation de clôture fixe, toute plantation sera soumise à autorisation du bénéficiaire de la servitude, la réglementation en vigueur restant par ailleurs applicable.

ARTICLE 5 :

En application de l'article L.151-43 du Code de l'urbanisme, le tableau et la liste des servitudes d'utilité publique annexées au plan local d'urbanisme de la ville de Belfort devront être mis à jour, conformément aux nouvelles dispositions de l'arrêté.

ARTICLE 6 :

Le préfet du Territoire de Belfort est chargé de veiller à l'exécution du présent arrêté.

En application de l'article R.125-21 du Code rural et de la pêche maritime, une copie de cet arrêté est transmise par lettre recommandée :

- au demandeur, en l'espèce Monsieur le Président de Grand Belfort Communauté d'Agglomération ;
- au maire de Belfort, commune concernée par la servitude en question.

Notification d'un extrait de cet arrêté est faite, à la diligence du demandeur, à chaque propriétaire intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Territoire de Belfort. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à compter du lendemain du jour de sa publication.

ARTICLE 8 :

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du Préfet du Territoire de Belfort.
- soit d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, ou auprès du Ministre de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite du recours formé. Un rejet est considéré comme implicite au terme du silence de l'administration gardé pendant deux mois.

- soit directement d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Besançon.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Belfort, le **22 NOV. 2023**

le préfet

Raphaël SODINI

